



HAL
open science

”Martin Schulz peut-il convaincre les Allemands ?”

Klaus-Gerd Giesen

► **To cite this version:**

Klaus-Gerd Giesen. ”Martin Schulz peut-il convaincre les Allemands?”. The Conversation France, 2017. hal-01701075

HAL Id: hal-01701075

<https://uca.hal.science/hal-01701075>

Submitted on 24 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THE CONVERSATION

Academic rigour, journalistic flair

Martin Schulz peut-il convaincre les Allemands ?

June 10, 2017 4.31pm BST



Martin Schulz, au QG du SPD à Berlin, le 30 mai dernier. Odd Andersen/AFP

Author



Klaus-Gerd Giesen

Professeur de science politique, Université Clermont Auvergne (UCA)

En janvier, Sigmar Gabriel cède à son ami Martin Schulz la présidence du Parti social-démocrate allemand (SPD) et le rôle de candidat à la chancellerie lors des élections fédérales du 24 septembre prochain. Schulz est officiellement intronisé le 19 mars avec un score véritablement brejnévien : 100 % des voix des quelque 3500 délégués du parti !

Le nombre de nouvelles adhésions au parti s'envole aussitôt. Dans les sondages, le SPD monte en flèche et dépasse par moment l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de l'actuelle chancelière Angela Merkel. Quatre mois plus tard, l'engouement est largement retombé, le SPD a perdu trois élections régionales importantes, dont celle de son fief de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, et se retrouve selon les sondages à 10, voire 13 points derrière la CDU. Comment expliquer une telle volatilité ?

Un personnage atypique, en mal de visibilité

La principale force de Martin Schulz s'est rapidement muée en faiblesse : alors qu'il incarne l'espoir de renouveau de la social-démocratie parce qu'il ne fait pas partie du cercle restreint de dirigeants que les Allemands ont vu pendant de nombreuses années presque tous les jours à la télévision, les électeurs n'ont pas encore pu percer sa véritable personnalité. Fils de gendarme, échouant au bac et par conséquent contraint d'effectuer un apprentissage plutôt que des études, souffrant d'alcoolisme

pendant plusieurs années de sa vie de jeune adulte, Schulz a su surmonter les difficultés pour devenir un personnage politique tout à fait atypique.

En effet, toute sa carrière politique s'est déroulée exclusivement aux niveaux municipal et européen. D'abord maire de la petite bourgade de Würselen près d'Aix-la-Chapelle à la frontière néerlandaise et belge, puis député européen à partir de 1994, le plurilingue et très francophile Martin Schulz accède en 2012 à la présidence du Parlement européen, qu'il quitte en novembre dernier pour se préparer à la campagne électorale dans son pays. Il n'y a jamais occupé la moindre fonction de député ou de ministre, ni au niveau national ni même dans sa région. Un visage donc presque neuf pour les électeurs.

Le revers de la médaille : vieux routinier des coulisses feutrées de Strasbourg et Bruxelles, le candidat ne maîtrise pas vraiment les rouages de son propre parti, et manque singulièrement de réseaux et d'appuis en Allemagne, y compris dans la presse où même les titres qui ne font pas partie des empires médiatiques Springer et Bertelsmann, à l'instar du *Süddeutsche Zeitung* ou du *Frankfurter Rundschau*, le traitent avec une certaine hostilité.

L'opinion publique commence seulement à découvrir celui qui ambitionne de remplacer une Angela Merkel aux commandes de l'État allemand depuis 2005. Elle a fait ses preuves et, de par sa fonction politique, bénéficie de toute l'attention des médias. Schulz, lui, éprouve d'autant plus de difficultés à se créer une visibilité médiatique qu'il n'occupe pas de portefeuille ministériel dans l'actuel gouvernement fédéral de grande coalition CDU-SPD. Merkel l'a bien compris, et ignore tout simplement son challenger.

Comment Merkel a phagocyté le centre

Structurellement, Schulz se retrouve dans une impasse : en Allemagne les élections se gagnent le plus souvent au centre. Or, la conservatrice Merkel mène depuis douze ans une politique gouvernementale qui ne se différencie que très peu de celle de son prédécesseur Gerhard Schröder. Outre cette « social-démocratisation » de son action, elle a drainé vers elle aussi une partie de l'électorat des Verts en engageant le grand tournant énergétique, puis en accueillant de façon très calculée plus d'un million de réfugiés en 2015. De ce fait, elle est devenue tout à fait fréquentable pour ce parti en perte de vitesse, en vue d'une éventuelle coalition.

Si la CDU arrive en tête des élections en septembre, elle pourra donc peut-être choisir entre deux formules : le renouvellement de la grande coalition CDU-SPD – la constellation préférée des Allemands – ou une alliance avec les Verts et les libéraux du FDP. En d'autres termes, elle phagocyte véritablement l'espace politique au centre.

À sa droite il n'y a que le nouveau parti d'extrême-droite *Alternative für Deutschland* (AfD), très isolé, auquel aucun autre parti n'envisage de s'allier, et qui n'est pas encore entièrement sûr de franchir la barre fatidique des 5 % des voix pour entrer au Parlement. Car l'arrivée massive de réfugiés n'est plus perçue actuellement comme une menace par une majorité d'Allemands, mais plutôt comme une chance pour l'économie, pour la démographie et, partant, pour le système des retraites.



Angela Merkel, le 7 juin à Berlin, pour la réunion hebdomadaire du gouvernement.

Adam Berry/AFP

La carte de la misère sociale

Même en matière de politique européenne, où Martin Schulz dispose évidemment de sérieux atouts et expériences, il peine à exister. La chancelière vient de transformer le G7 à Taormina en un succès personnel, en plaidant pour un saut qualitatif dans l'intégration européenne face à l'inquiétant Vladimir Poutine et surtout face à un Donald Trump fantasque et imprévisible – un geste davantage destiné à l'opinion publique allemande qu'aux peuples et dirigeants des autres pays membres de l'Union européenne. Il ne restait plus à Martin Schulz qu'à tweeter son soutien à cette initiative.



Martin Schulz 
@MartinSchulz



The best answer to Donald Trump is a stronger Europe.
La meilleure réponse à Donald Trump, c'est une Europe plus forte.

1:34 PM · May 29, 2017



 742  411 people are Tweeting about this

Le 8 mai à Berlin, à l'occasion d'un discours devant les représentants du patronat allemand, il s'était déjà aligné sur la politique gouvernementale de dévaluation compétitive interne, dégageant un large excédent commercial au détriment de l'Europe du Sud et de l'Ouest, dont la France.

Martin Schulz: Wirtschaftspolitische Rede bei der IHK Berlin am...



Par ailleurs, le candidat du SPD reprend à son compte les propositions sur la gouvernance de la zone euro et la transformation du Mécanisme européen de stabilité (MES) en un véritable Fonds monétaire européen (FME) que Sigmar Gabriel et Emmanuel Macron avaient détaillé dans une tribune cosignée lorsqu'ils étaient tous les deux ministres de l'Économie, et qui bénéficient du soutien du ministre des Finances Wolfgang Schäuble (CDU).

La seule possibilité pour Schulz de se démarquer de Merkel et de la CDU serait donc de jouer à fond la carte de la misère sociale d'une partie de la population que cachent les bons chiffres en matière de chômage (5,6 %). Son problème : ceux qui souffrent le plus des suites des fameuses « réformes Schröder » sont soit des immigrés ne disposant pas du droit de vote, soit des électeurs qui semblent tentés par l'abstention. Mobiliser ceux qui se trouvent relégués dans un mode de subsistance en multipliant deux voire plusieurs jobs sous-payés et à temps partiel, relève pour ainsi dire d'une mission impossible pour le SPD. Ces citoyens ont en effet perdu toute confiance dans le système, ou votent pour l'AfD ou pour le parti *Die Linke* (« La Gauche ») emmené par Sarah Wagenknecht, la conjointe d'Oskar Lafontaine.

Le fantôme de Schröder

Or, Martin Schulz a laissé entendre qu'une coalition avec le parti de gauche n'était pas à l'ordre du jour. D'ailleurs, le programme électoral du SPD, qui va être officiellement entériné fin juin par les instances du parti, ne prévoit que très peu de retouches aux « réformes Schröder ». Il ne mentionne rien de concret en matière de fiscalité et de retraites, et met plutôt l'accent sur les contraintes politiques qui seraient engendrées par la numérisation de l'économie et du travail (la quatrième révolution industrielle) – un discours politique qui ressemble pour beaucoup à celui que Gerhard Schröder avait jadis tenu en arguant de l'indispensable adaptation à la globalisation de l'économie pour justifier ses mesures de dérégulation du marché du travail. Visiblement, Schulz n'a pas oublié ses douze années professionnelles de libraire indépendant, et donc de petit entrepreneur, à Würselen.



Martin Schulz dans une librairie de Berlin, le 18 mai 2017. Michael Kappeler/DPA/AFP

Renforçant ces dernières semaines sa posture sociale-libérale, il n'est pas exclu que Martin Schulz connaisse un sort semblable à celui de Benoît Hamon en France, avec lequel il partage d'ailleurs un manque total de charisme : incapable d'investir l'espace politique du centre déjà occupé par Angela Merkel, tout en refusant toute alliance avec *Die Linke*, il a imprudemment renoncé à une marge de manœuvre plus large.

Il lui reste une centaine de jours jusqu'aux élections fédérales pour rectifier le tir. Sigmar Gabriel, lui, ne semble déjà plus croire aux chances de Schulz de devenir le neuvième chancelier de la République fédérale. Il a entamé une campagne électorale parallèle, quasiment en solitaire, pour se positionner en vue d'une grande coalition CDU-SPD reconduite sous la houlette de Merkel. De toute évidence, il souhaite conserver son poste de ministre des Affaires étrangères. Gabriel a compris que, sauf surprise toujours possible et changement de cap radical de la part de Schulz, les Allemands vont, pour ce qui est des profils politiques des deux candidats à la chancellerie, probablement préférer l'original à la copie.